

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 15/16

25^e année • mercredi 13 avril 2022

l'hebdomadaire du syndicat **unia**

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

TRAVAILLER MOINS POUR VIVRE MIEUX



OLIVIER VOGELSANG

Le 9 avril, la Grève pour l'avenir a réuni dans différentes villes de Suisse des mouvements climatiques, féministes et syndicaux manifestant en faveur de la réduction du temps de travail. Une revendication qui vise à limiter notre impact sur l'environnement tout en favorisant un meilleur partage des tâches. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Tous acteurs de demain

Sonya Mermoud

Du champ à l'assiette, environ un tiers d'aliments comestibles est perdu ou gaspillé. 330 kilos par habitant et par an sont gâchés! Un problème empoigné par Berne qui a annoncé, la semaine passée, le lancement d'un plan d'action visant à lutter contre la perte de denrées. Et impliquant le concours des entreprises et des pouvoirs publics pour réduire ces montagnes de faux déchets. Alors que les ménages doivent aussi faire clairement leur part. Les secteurs de la restauration, de la distribution, de l'industrie de transformation, de l'agriculture sont appelés par exemple à améliorer la durée de conservation de certains produits, à offrir davantage d'inventus aux associations caritatives, à optimiser les emballages ou encore à mieux planifier les cultures. La Confédération, les cantons et communes doivent de leur côté

soutenir la portée des initiatives de l'économie. Mais rien à ce stade de contraignant. Le gouvernement mise d'abord sur des mesures volontaires, au risque de perdre du temps. Et non sans préciser dans la foulée l'impact du système alimentaire sur l'environnement: il représente 28% de l'empreinte totale de la Suisse, dont un quart provient de pertes de denrées évitables. Une honte dans le contexte de crise climatique rappelée la semaine passée à notre bon souvenir avec la publication du dernier volet du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Et cela alors que la guerre en Ukraine vient encore ternir le tableau, amplifiant les problèmes d'approvisionnement dans le monde. Et rebattant dangereusement les cartes d'une transition énergétique pourtant impérieuse.

Une nouvelle fois, les scientifiques ont souligné l'urgence d'agir. Selon leurs dires, il nous reste trois petites années pour entamer une réduction des gaz à effet de serre. A défaut, l'objectif de limiter la hausse des températures à 1,5°C, comme prévu dans l'Accord de Paris de 2015, ne pourra être atteint. L'inférieur emballement gagnera rapidement les 3°C et plus. Avec, à la clé, un cortège annoncé de drames qui se traduiront par une multiplication d'événements extrêmes entre incendies, sécheresses, tempêtes, inondations, etc., secouant déjà épisodiquement le Terre. L'heure n'est plus aux tergiversations. Aux promesses creuses. Au *greenwashing* qui ne

trompe personne. Aux mauvaises excuses. Aux faux-fuyants. Mais à la mise en œuvre de solutions connues. Au recours à des moyens existants. Le GIEC les présente d'ailleurs comme la bonne nouvelle dans sa publication. Le développement du solaire et de l'éolien, l'assainissement énergétique des bâtiments, l'usage élargi des transports publics et des véhicules électriques, la limitation de la consommation de viande – non pas un sacrifice, un geste santé aussi – sont autant de leviers à notre portée pour limiter le réchauffement climatique. Tous les acteurs sont appelés à s'emparer de la thématique. Les politiques bien évidemment, la finance qui, par ses investissements coupables, jouent un rôle majeur dans la poursuite du recours aux énergies fossiles, l'économie, figée sur la notion d'une augmentation des profits à tout prix, mais aussi, clairement, l'ensemble des citoyens. Chacun est invité à tendre vers davantage de sobriété. A faire sienne la formule «moins de biens, plus de liens». A limiter sa consommation et à lutter contre le gaspillage. Bref, à devenir réellement un protagoniste de lendemains qui chanteront... ou non. La société pourrait déjà franchir un premier pas en privilégiant la réduction du temps de travail comme le réclamait samedi passé la Grève pour l'avenir. Un projet propre à restreindre la pollution, à favoriser l'emploi pour tous, et contribuant à freiner une croissance aveugle qui ne rime pas avec bien-être... ■

PROFIL



Hanna Perekhoda, mobilisée pour son pays. **PAGE 2**

TERTIAIRE

Le personnel de l'hôtellerie-restauration en campagne.

PAGE 5

CLIMAT

Trois ans pour agir.

PAGE 6

JUSTICE

La liberté syndicale l'emporte.

PAGE 7

ELLE AVAIT VU PASSER LES CHARS...

L'Ukrainienne Hanna Perekhoda, en Suisse depuis presque dix ans, s'engage pour son peuple sous les bombes

Aline Andrey

Comment ça va? «Depuis plus d'un mois, je ne sais pas quoi répondre à cette question», soupire Hanna Perekhoda. Assistante et doctorante en histoire et en sciences politiques à l'Université de Lausanne, elle se trouve depuis le 24 février en première ligne dans les manifestations contre l'invasion russe. «La première semaine, je ne dormais plus, je ne mangeais plus», raconte celle qui, depuis, consacre tout son temps et toutes ses forces à son peuple sous les bombes. «J'ai une grande capacité de dépersonnalisation, je ne ressens plus rien, j'agis. C'est mon mécanisme de défense», analyse la fer de lance du Comité de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposants russes à la guerre*, qui mobilise, dénonce et récolte de l'argent pour l'envoi de médicaments en Ukraine.

SOUS SES YEUX, DES CHARS RUSSES

Le monde a basculé pour Hanna Perekhoda qui, en début d'année, a passé un mois en Russie pour ses recherches sur la section soviétique du Secours rouge international (organisation de soutien aux révolutionnaires communistes), sujet de sa thèse. Quelques jours avant son retour en Suisse prévu le 19 février, elle voit passer un convoi de centaines de chars militaires. «J'ai compris qu'ils se dirigeaient vers mon pays. J'ai filmé, alors que je voyais les Russes autour de moi détourner le regard et s'éloigner, comme s'ils avaient peur. J'ai pleuré, pleuré pendant des heures.» Hanna Perekhoda ne peut toutefois imaginer qu'une guerre aussi sanglante va s'abattre sur son pays. «Les horreurs s'intensifient avec les massacres à tendances génocidaires de civils», assène-t-elle. Or, cette guerre a commencé déjà en 2014 dans le Donbass. «Ma ville, Donetsk, a été envahie. Je n'ai plus pu retourner dans ma maison depuis», souligne celle qui étudiait alors déjà à la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne. «A ce moment, j'ai

décidé de changer de voie et j'ai recommencé mes études en sciences politiques. J'avais besoin de comprendre.»

FAMILLES DÉCHIRÉES

Ni aisés, ni politisés, ses parents ont tout misé sur l'éducation de leur fille unique pour lui offrir un avenir meilleur. Sa mère, fleuriste, et son père, chauffeur de taxi, viennent de se réfugier en Pologne. Son grand-père maternel aussi. «A 85 ans, il a dû monter dans un bus d'évacuation pour Moscou, avant de prendre l'avion pour Istanbul, Berlin et enfin la Pologne. Ma grand-mère paternelle, elle, est restée à Donetsk. Depuis des années, elle ne regarde que la télévision russe et est donc persuadée que Poutine va la sauver», raconte Hanna Perekhoda dont l'histoire familiale est emblématique de ce territoire déchiré.

«La situation est mal comprise d'ici. Les russophones n'ont pas forcément de liens avec la Russie. La langue nous vient d'une longue histoire de domination coloniale russe. Ceux qui sont nés, comme moi, après l'indépendance en 1991, sont totalement bilingues. Les tensions ne sont aucunement linguistiques ou ethniques. Les différences, propres à toutes les sociétés, sont tout simplement instrumentalisées par la Russie pour polariser et manipuler la population, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières; pour lui faire croire, par exemple, que tous ses problèmes viennent de la disparition de l'Union soviétique, et non pas de la captation des richesses par une petite élite qui ne pense qu'aux profits. Cette propagande médiatique est en grande partie responsable de cette guerre, explique Hanna Perekhoda. Quand il n'y a plus ni bien ni mal, que les théories du complot sèment le doute, les conditions pour la violence se trouvent réunies.»

Elle met en garde contre la persistance des inégalités sociales qui génèrent des oppressions au sein et entre les Etats, avant d'approfondir encore la question: «Face aux catastrophes humaines et écologiques en cours, nous devons sortir de cette logique productiviste et de profits!»



THIERRY PORCHET

A Lausanne, Genève et Berne, Hanna Perekhoda est de toutes les mobilisations contre la guerre qui fait rage dans son pays.

EMBARGO SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES

Au quotidien, Hanna Perekhoda est en contact avec ses amis ukrainiens soit au front ou en exil, et avec ses amis russes dont la liberté d'expression est anéantie. «On assiste à un suicide public de Poutine, et il emmène son peuple avec lui dans la tombe. L'Etat russe, dans sa forme actuelle, risque de ne pas survivre et cette désintégration pourrait être malheureusement violente, car des conflits sont latents, dans le Caucase, le Tatarstan, la Sibérie...» Pour la militante, les sanctions doivent être renforcées contre les oligarques russes milliardaires, mais aussi contre les fonctionnaires millionnaires pré-

sents ici. «Si le peuple suisse fait preuve de compassion et de solidarité dans son accueil, le gouvernement et les élites économiques rechignent encore à appliquer de véritables sanctions. Or, sanctionner les oligarques, c'est mettre la pression sur le pouvoir. La Suisse, plaque tournante des matières premières, et l'Union européenne doivent renoncer à l'achat de gaz et de pétrole russes immédiatement! L'envoi d'armes performantes aux Ukrainiens est également essentiel.» Autant de moyens pour obtenir un retrait des troupes russes et la fin de la guerre, selon Hanna Perekhoda qui ne se risque à aucune prédiction, «sauf que le coût de la re-

construction sera énorme. D'où l'importance d'annuler la dette extérieure de l'Ukraine». Ses rêves? «J'espère que la guerre finisse bientôt, que la société ukrainienne puisse préserver la capacité de solidarité et d'auto-organisation qu'elle démontre aujourd'hui, pour construire une société plus juste; et que la société russe puisse se percevoir non plus comme un empire, mais comme une démocratie.» Quant à ses projets personnels? «Ils ont tous volé en éclats. Ma thèse est en suspens. Je ne sais plus où est ma maison, mais je serais heureuse d'en avoir une un jour.» ■

* comite-ukraine.ch



DE BIAIS

Christophe Gallaz

LES ÉLECTIONS VAUDOISES ET LEUR VIDE ARTICULAIRE

Le résultat des élections vaudoises au Conseil d'Etat organisées ce dernier week-end conduit nécessairement l'observateur dans les registres du commentaire désabusé voire cynique. Prenez d'abord, dans la situation qui précède ces élections, un gouvernement notoirement efficace et fonctionnel. En fonction de quoi? De ses individualités non seulement compétentes et vérifiées comme telles, mais aptes à l'échange pouvant dépasser leurs positions partisanes originelles, et d'une représentation partisane stable au-delà des législatures – en l'occurrence en faveur de la gauche.

Et voyez ensuite, dans la situation qui succède à ses élections, un gouvernement partiellement renouvelé, composé de quelques individualités compétentes et sans doute aptes au type d'échange transpartisan évoqué tout à l'heure, nous le verrons bien ou nous ne le verrons pas – mais cette fois-ci majoritairement de droite. Et quelle charnière s'est-elle manifestée pour induire et lubrifier dans les urnes ce basculement? Une candidate d'une formation justement nommée le Centre, comme on sait, c'est-à-dire présentant l'intérêt principal d'être défini par sa posture à mi-distance des opinions claires et nettes. Il fut d'ailleurs sidérant, dimanche soir au terme du processus électoral, de découvrir l'incarnation de ce rien mental ayant constitué le pivot nécessaire. Fêtée par son aile droite qu'elle venait de concourir à ressusciter, et célébrée par la presse pouvant régaler son auditoire d'un phénomène inédit dans l'espace politique, Valérie Dittli (c'est son nom), inconnue sur la scène publique voici quelques mois, privée de la moindre expérience

ayant pu faire impression dans le domaine professionnel et politique, commençait d'exister sans avoir besoin de formuler le moindre discours substantiel – hors une profession de foi climatique préventivement tout-terrain. Les images de cette soirée dominicale resteront d'ailleurs comme l'illustration d'un parrainage incessant, par ses pairs élus simultanément au Collège, de notre Valérie en elle-même imperceptible au sens littéral. D'un parrainage physique personnalisé, puisqu'elle n'apparut qu'au bras ou dans les bras de ses amis de droite, et d'un parrainage collectif qui se répandit en sourires soit triomphants soit forcés, exactement comme au sein des familles en bisbille accueillant leurs nouveau-nés. On en était restés jusqu'ici, dans notre Suisse belle et finauda qu'on pourrait même qualifier de tordue comme on parle du velours côtelé, à deux types de discours récurrents. Le premier, c'est celui façonné par le surmoi protestant qui détermine sous nos latitudes le gros de l'exercice de la poli-

tique, y compris dans les régions qui révèrent le pape. Et le second, marqué par une mentalité qu'on peut rapporter à la perspective catholique, c'est celui qu'on repère dans la publicité produite par nos grandes entreprises industrielles ou commerciales. Pour remercier ses soutiens et proclamer ses intentions programmatiques, tout politicien suisse nouvellement élu se concentre en effet nécessairement sur les registres de la vertu laborieuse et fraternelle. Il s'agit, durant les énoncés à prononcer sur les tribunes médiatiques ou parlementaires comme d'autres se postent en chaire, de convaincre le plus sérieusement possible. En vantant la convergence des objectifs qu'il convient d'assigner à la politique et à l'économie, et la splendeur des mécanismes solidaires au sein du peuple. Et la production catholique, c'est celle qu'on trouve comme on dit dans le commerce. Pour les entreprises industrielles ou commerciales, il s'agit d'activer dans le public un surmoi catholique qui les incite à l'extraversion dépensière. Voyez les CFF,

par exemple, qui vantèrent naguère à longueur d'affiches posées dans leurs gares ou dans les villes du pays les «Plaisirs de la nature testés pour vous par Sergio, Benoît et Beat». Un langage visant à séduire. Dans ce cas les CFF ne promouvaient pas ce qu'ils sont capables d'offrir à leurs usagers en termes de confort ou de rapidité, ni ce que ces usagers pourraient connaître en matière de prix, mais ce qu'ils peuvent rêver de s'offrir dans le cadre des prestations fournies. Voici donc qu'apparaît donc aujourd'hui, dans le paysage doucement schizophrénique à deux pans qui divise de vieille date le paysage de nos discours et de nos obédiences, le concept du vide articulaire paratransgenre apparemment nécessaire au sein des collèges exécutifs pour favoriser leurs mues identitaires successives. On s'en amusera cinq ans, merci les troupes... ■

TRAVAILLER MOINS OU LE DÉBUT DES POSSIBLES

Le 9 avril, la Grève pour l'avenir a réuni dans la rue les mouvements climatiques, féministes et syndicaux autour du thème de la réduction du temps de travail



La convergence des luttes a fait son retour dans la rue.



«Travailler moins, polluer moins, vivre mieux»: la banderole figurait en tête de toutes les manifestations comme ici à Neuchâtel.

Textes Aline Andrey

Dans de nombreuses villes en Suisse, stands, actions de sensibilisation et manifestations ont rassemblé quelques milliers de personnes le 9 avril à l'appel de la Grève pour l'avenir. Mouvements climatiques, féministes et syndicaux ont fait converger leurs luttes autour de la réduction du temps de travail à salaire égal pour les bas et les moyens revenus, à La Chaux-de-Fonds, à Neuchâtel, à Delémont, à Genève, à Berne, à Zurich, ... A Lausanne, plus de 500 personnes ont défilé au centre-ville entre soleil, nuages et grêle. Les revendications, multiples, ont porté sur la redéfinition en profondeur du rapport à l'emploi, la transformation d'un système qui ne profite qu'à une minorité d'ultra-riches, la limitation de la surproduction nuisible à l'environnement, la réduction du stress, une meilleure répartition du travail non-rémunéré entre femmes et hommes, ou encore du temps dégagé pour s'engager dans des projets écologiques et sociaux, et tout simplement vivre mieux.

TROIS ANS POUR AGIR

Dans le cortège, des personnes de tous âges. Calicot à bout de bras, «consommer moins, vivre mieux», Jean-Marc Nicolet, enseignant à la retraite, explique sa présence par son ras-le-bol de «la procrastination de la classe politique» et de «la spirale infernale de la consommation». A ses côtés, Vincent Parguel, informaticien de métier souligne: «Il nous reste trois ans selon le rapport du GIEC pour que le déclic ait lieu!» A quelques pas, Marion Baslé, apprentie en agriculture bio, 20 ans, est venue manifester accompagnée de deux amies. «L'agriculture est l'oubliée des lois sociales. Je suis dans le maraîchage, et je travaille 48 heures par semaine. C'est beaucoup, alors que le métier est déjà dur physiquement», explique-t-elle au moment où la grêle s'abat sur les manifestants. Après la tempête, au moment d'une des haltes du cortège, Mathilde Marendaz, activiste climatique, est revenue sur le rapport du GIEC. «C'est une minorité de sur-consommateurs qui est à l'origine de cette énorme crise, dont les victimes premières en sont les

moins responsables.» D'où la nécessité, selon elle, de transformer radicalement notre modèle économique pour organiser la bifurcation écologique et sociale. «Malgré la répression intensifiée sur nos mouvements, il faut jeter toutes nos forces dans la bataille pour un autre monde.»

MOUVEMENT EN CONSTRUCTION

Dans le cortège, Alexis Dépraz, militant de la Grève pour l'avenir, demande gentiment à un manifestant de ranger son drapeau partisan, avant de répondre à la question de la faible affluence en comparaison à la dernière mobilisation du 21 mai 2021. «Les mouvements climatiques notamment vivent une phase de creux, mais la motivation est là et la diversité des manifestants aujourd'hui est très positive.» Une première étape pour celui qui rêve, avec d'autres, de manifestations de masse et de grève générale, conscient que le mouvement doit se construire sur les lieux de travail, de formation, de culture, jusque dans l'arène institutionnel, ... Même écho du côté de Steven Tamburini, militant

de la Grève du climat, qui témoigne, devant le Gymnase de la Cité, de la pression subie par les étudiants frappés également par le *burn-out*. Puis, Antoine Chollet, enseignant et représentant du SSP, convoque l'importance des services publics face à la machine capitaliste. «Au XIX^e siècle déjà, les trois 8 devaient permettre un partage équitable entre travail, loisirs et repos. Or à l'Etat de Vaud, nous en sommes encore à 8h18! Il s'agit aussi de penser la durée de travail non seulement au quotidien, mais sur l'ensemble d'une vie, d'où notre appel à refuser l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes.» Et de citer la féministe, Voltairine de Cleyre, qui, en 1889, disait: «Il faut garder à l'esprit l'idéal d'une société si bien organisée que deux heures de travail par jour seraient suffisantes pour assurer les besoins...»

RENVERSER LES RAPPORTS DE FORCE

Vers 17h, la manifestation se termine là où elle a commencé. Sur la place de la Riponne, en guise de conclusion, Tiago Branquino, activiste de la Grève pour l'avenir, interpelle: «Pour un avenir social, écologique, juste et solidaire, continuez à parler de nos revendications autour de vous pour que la prochaine fois nous soyons plus nombreux afin de renverser les rapports de force, parce que nos vies valent mieux que leurs profits!» En plus de la réduction du temps de travail, il évoque encore les enjeux d'un salaire minimum, d'un soutien à une économie locale et écologique, de la réduction nécessaire du pouvoir des multinationales, et de la mise en place de mesures en faveur des agriculteurs, pour une souveraineté alimentaire. Car «on ne pourra pas manger des billets, quand il n'y aura plus de carottes!» ■

UNIA MOBILISÉ



«Depuis des décennies, le temps de travail stagne, alors que l'intensité et le rythme de travail ne cessent d'augmenter», dénonce Unia, dans un communiqué, en bilan de la journée de mobilisation de la Grève pour l'avenir. «Malgré ces réalités, les partis bourgeois et les employeurs continuent de réclamer toujours plus de flexibilité dans la loi sur le travail et un âge de la retraite toujours plus élevé. C'est ainsi que nous sommes comme le hamster dans sa roue et que nous nous détruisons, tout comme nous détruisons notre environnement.» Plusieurs militants du syndicat sont intervenus lors des manifestations. A Zurich, Marius Käch, maçon, a expliqué ce que signifie de travailler des journées entières sur un chantier par des températures toujours plus élevées. A Lausanne, Clotilde Pinto, vendeuse, a rappelé l'importance de partager les tâches domestiques, d'éviter les transports inutiles pour quelques heures de travail et les extensions des heures d'ouverture des magasins très néfastes pour la planète. Elle a martelé encore une fois le refus de l'augmentation de l'âge de la retraite. A Berne, des paysagistes se sont mobilisés, lors d'une action symbolique pour la diminution du temps de travail. ■

RÉNOVER LE PARC IMMOBILIER DE TOUTE URGENCE

Lundi 11 avril, à 7h45 du matin, une poignée d'activistes ont bloqué, pendant plus d'une demi-heure, une voie d'autoroute près de la sortie de la Maladière à Lausanne. Cette action de désobéissance civile pacifique veut dénoncer la passivité de la Suisse face à l'urgence climatique. Renovate Switzerland est une campagne qui s'inscrit dans un mouvement international de résistance civile demandant aux pays de prendre «les mesures les plus simples et les plus évidentes pour répondre à la crise climatique». Les militants se basent sur le modèle des *Freedom Riders*, 13 femmes et hommes qui, en 1961, ont lancé une campagne de désobéissance civile pour mettre fin à la ségrégation dans les transports publics aux Etats-Unis. En Suisse, aujourd'hui, ces citoyens demandent un vaste plan de rénovation et d'isolation thermique des bâtiments, afin de réduire notre dépendance aux énergies fossiles et diminuer nos émissions de gaz à effet de serre. Ils rappellent qu'une meilleure isolation des bâtiments permettrait d'économiser jusqu'à 60% des coûts de chauffage. Ainsi, le mouvement de-

mande à la Confédération des subventions à hauteur de 1 milliard de francs par an pour permettre aux cantons, d'ici 2040, de rénover le million de maisons qui nécessitent une isolation. Parallèlement, 100 000 travailleurs supplémentaires devraient être formés dans le secteur du bâtiment. A la clé, des dizaines de milliers d'emplois. Renovate Switzerland a adressé cette demande le 19 mars à la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, car au rythme actuel, il faudrait un siècle pour réhabiliter l'ensemble du parc immobilier. Sans réponse de sa part, ils ont décidé de lancer leur action de désobéissance civile dès le 11 avril en perturbant le trafic de plusieurs autoroutes en Suisse. Comme le souligne la scientifique, co-auteur de rapports du GIEC, Julia Steinberger: «Renovate Switzerland dérange. C'est fait pour, parce que c'est infiniment moins grave que ce que le dérèglement climatique nous inflige déjà.» ■

Plus d'informations sur: renovate-switzerland.ch



ALEXANDRA ZDRAVKOVIC/US

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 55 111 exemplaires

LE PERSONNEL DE L'HÔTELLERIE-RESTAURATION LANCE UNE CAMPAGNE

A la faveur d'un manifeste, d'une pétition et de petits films, les salariées et les salariés des cafés, restaurants et hôtels veulent attirer l'attention sur leurs difficiles conditions de travail



A Neuchâtel, Unia a organisé une exposition interactive et invité les passants à regarder sur leur smartphone à l'aide d'un code QR des vidéos abordant les différents problèmes auxquels se heurte le personnel.

OLIVIER VOGELSANG

Jérôme Béguin

Les travailleurs et les travailleuses de l'hôtellerie-restauration ont un manifeste. Signé par 80 employés de la branche de toute la Suisse et rendu public mercredi dernier lors d'une journée d'action, *Nous voulons une vie digne!* veut attirer l'attention sur les difficiles conditions de travail et d'engagement dans l'hôtellerie-restauration et sur la nécessité d'y apporter des améliorations. Ces serveuses de café et de restaurant, cuisiniers et commis, gérants ou employés d'hôtel expliquent avoir souffert de la crise sanitaire par le chômage, par des baisses de revenu et, très souvent, par la perte du poste de travail, alors que les conditions dans leur domaine d'activité étaient déjà précaires avant la pandémie. Le manifeste évoque «des horaires coupés, des salaires trop bas, des plannings modifiés ou annulés à la dernière minute» et indique que le salaire minimum s'élève à 3477 francs seulement. «Comment vivre en Suisse et payer nos factures à la fin du mois avec un salaire si bas et le coût de la vie aussi élevé?» Quant au temps de travail, il varie entre 42 et 45 heures par semaine. Encore que nombre d'employés sont sous contrat d'extra et payés à l'heure sans aucune garantie d'un salaire minimum à la fin du mois. Le texte se conclut par onze revendications (lire ci-dessous) adressées aux organisations patronales en vue du renouvellement de la Convention collective nationale de travail de l'hôtellerie-restauration (CCNT). Celles-ci sont donc invitées à revenir à la table des négociations et, en particulier, Gastro-Suisse, la plus importante d'entre elles, qui, fâchée par l'obtention de salaires minimums dans différents cantons, bloque depuis trois ans les pourparlers. Les revendications sont reprises dans une péti-

tion publique. Les syndicalistes et les militants étaient présents dans une dizaine de villes la semaine passée pour recueillir des signatures.

SEPT COURTS MÉTRAGES

Soutenue par Unia, la campagne du personnel s'appuie aussi sur des affiches et sur sept courts métrages réalisés à Neuchâtel. «Nous avons de la chance et nous sommes très fiers de disposer d'un comité régional de branche d'une dizaine de militants et de militantes qui se sont fortement engagés dans cette campagne», se félicite Isabel Amian, responsable de l'hôtellerie-restauration pour Unia Neuchâtel. Mercredi dernier, en traversant la place des Halles de Neuchâtel, les passants pouvaient s'arrêter pour regarder les vidéos sur leur smartphone à l'aide d'un code QR. Salaires, contrats sur appel, plannings, heures supplémentaires, congé paternité, harcèlement et formation des responsables: ces films visibles sur unia.ch abordent les principaux problèmes soulevés par le manifeste. Ils s'ouvrent sur une saynète jouée par quatre employés de l'hôtellerie-restauration, puis l'un de ces militants, face caméra, exprime la revendication du personnel. Secrétaire syndicale d'Unia Neuchâtel, Manuella Marra nous livre les coulisses du projet: «C'est un travail mené en commun par le comité. Toutes les scènes des vidéos sont des expériences vécues. Nous en avons discuté ensemble pour écrire les scripts. Puis, nous nous sommes donné rendez-vous le 28 février à la Colonia libera italiana de Neuchâtel, qui nous a prêté aimablement ses locaux. Nous avons travaillé d'arrache-pied de 7h30 à 17h30, en mangeant des spaghettis à midi, qui nous ont servi pour la scène de l'assiette retournée. Nous avons bénéficié de l'aide de la compagnie de La

Grande Ile, ainsi que de la comédienne et metteuse en scène Catherine Fragnière, qui a bien coaché les participants. Nous avons demandé à des collègues d'Unia de venir faire les clients avec leur famille. Quant au rôle du patron, il est assuré par un comédien professionnel, Yves Adam, qui donne du rythme aux saynètes.»

«LE HARCELEMENT, NOUS LE VIVONS TOUTES»

«Jouer, c'était assez facile, car c'est du vécu», confie Vanessa, alors qu'elle fait signer la pétition sur la place des Halles. Cette employée de la restauration âgée de 33 ans apparaît dans trois vidéos, dont celle consacrée au harcèlement où l'on voit un pilier de comptoir lui attraper la main en lui proposant d'aller boire un verre après le service. «Le harcèlement, nous le vivons toutes. Certains clients adorent toucher les serveuses, leur prendre le bras ou la main. Il faut savoir se retirer, mais tout le monde n'en est pas forcément capable. L'employeur doit intervenir dans ces moments-là. Or, dans beaucoup d'établissements, le patron ne braille pas quand son employée est en détresse.» Comme le montre bien le film. Pour lutter contre ce fléau, la jeune femme réclame la mise en œuvre d'un dispositif anti-harcèlement et la formation des responsables du personnel. Son collègue, Kevin, cuisinier de formation, 33 ans également au compteur, exige aussi que les patrons se forment en management et gestion des conflits. Dans l'un des films, on voit le patron perdre le contrôle de ses nerfs et renverser de rage une assiette de spaghettis devant le pauvre Kevin. Par rapport à la réalité, ces films restent cependant «light», selon lui. «J'ai vécu des violences corporelles», assure celui qui a commencé à travailler en cuisine dès l'âge de 15 ans. «En ce qui concerne les heures supplémentaires non payées, on m'a profondément et violemment ri au nez, c'est pire que dans la vidéo.» Aujourd'hui, Kevin est gérant du Bistrot du Concert à Neuchâtel et il tient compte de ses expériences. «J'ai tellement connu de situations conflictuelles que je m'efforce de faire qu'elles ne se répètent pas dans mon établissement. J'interviens immédiatement si un chef de cuisine élève la voix et, si après avertissements, son comportement ne change pas, je lui montre la porte.» Harcèlement, pétage de plombs en cuisine, bas salaires, travail sur appel... Comme le souligne le manifeste, ces conditions précaires provoquent une pénurie de personnel, qui, dans un cercle vicieux, aggrave encore la situation. «Durant ces deux dernières an-

nées, une partie du personnel a refusé de retourner travailler à cause des mauvaises conditions de travail, lance Isabel Amian au mégaphone. Il est temps de réagir! Il est temps de valoriser la branche. Il est temps de la repenser autrement et de créer enfin une CCNT performante et égalitaire. Nous voulons travailler avec des conditions dignes.»

La syndicaliste tient à préciser qu'au niveau cantonal, une «collaboration exemplaire» lie Unia et GastroNeuchâtel dans le cadre de la commission paritaire. «Cela montre que le partenariat social est possible et GastroSuisse pourrait s'en inspirer.» ■

Infos sur la campagne sur: unia.ch

POING LEVÉ

BOSSE ET TAIS-TOI!

Par Manon Todesco

Dans les pays occidentaux, les êtres humains sont de plus en plus remplacés par des machines. Au Qatar, c'est le contraire: on prend les êtres humains pour des machines. Dans un récent rapport, Amnesty International s'est appuyé sur les témoignages de 34 agents de sécurité, recueillis entre 2021 et 2022. Employés par huit sociétés qataries différentes, notamment sur des projets liés à la Coupe du Monde qui aura lieu en décembre, tous sont migrants. L'ONG est catégorique: on peut parler de travail forcé. Les employés affirment travailler douze heures par jour, sept jours sur sept (soit 84 heures par semaine), pendant des mois, voire des années sans jamais prendre de congés. Pourtant, la loi impose un maximum de 60 heures et un jour de repos hebdomadaire. Mais entre la théorie et la pratique, il y a un fossé, et ceux qui se sont avisés de prendre ce fameux jour de repos ont été pénalisés sur leurs salaires. Il ne s'agit ni plus ni moins de la loi du plus fort...

Alors oui, depuis 2017, le Qatar a essayé de se montrer rassurant, en abrogeant les grands principes du système de la *kafala* que tout le monde dénonçait pour ses abus. Il a introduit d'importantes réformes juridiques, dont un salaire minimum et une amélioration de l'accès à la justice. Certes, on a fait des progrès, mais encore une fois, il y a la théorie et la réalité du terrain. Amnesty International parle d'un énorme déséquilibre de pouvoir entre les employeurs et les travailleurs migrants et de «profondes lacunes dans l'application du droit du travail» par les autorités. Car la plupart des travailleurs savaient que leur patron violait la loi, mais que faire? Qui pour les aider? Comment obtenir justice? Rappelons que l'adhésion à un syndicat est formellement interdite au Qatar... Dans ces conditions, il est difficile d'agir sans risquer de perdre son salaire, son travail ou son droit de séjour. Et le phénomène ne va que s'amplifier, car avec la Coupe du monde, le secteur de la sécurité privée va exploser ces prochains mois.

Les griefs ne s'arrêtent pas là. Les travailleurs interrogés rapportent des heures supplémentaires incorrectement payées, des pénalités de salaire pour «mauvaise conduite» après avoir osé «abandonner» leur poste pour aller aux toilettes ou encore une obligation de travailler en extérieur, en plein été, sans eau et sans abri. On ne parle même pas des logements insalubres aux conditions sanitaires déplorables... La FIFA a sa part de responsabilité et doit veiller à ce que les droits humains soient respectés dans la sécurité privée, et ailleurs, si elle ne veut pas une nouvelle fois ternir l'image de son événement. Il faudra agir vite, car il y a peu de chances que les pratiques changent vers le mieux une fois que les caméras et les supporters auront tourné les talons... ■

LES ONZE REVENDICATIONS DU PERSONNEL DE L'HÔTELLERIE-RESTAURATION

1. Amélioration des salaires et augmentation des salaires minimums.
2. Prise en compte de l'expérience professionnelle.
3. Fin du travail sur appel.
4. Plannings de travail communiqués trois semaines à l'avance et consultation écrite en cas de modifications.
5. Paiement de toutes les heures prévues.
6. Droit à la déconnexion.
7. Paiement du temps nécessaire pour se changer.
8. Mise à disposition des outils de travail, y compris le matériel de protection.
9. Répartition transparente et équitable des pourboires.
10. Formation des responsables du personnel et mesures contre toute forme de harcèlement.
11. Plus de contrôles pour garantir le respect des conditions de travail. ■

TROIS ANS POUR AGIR

Dans sa dernière publication du 4 avril, le GIEC appelle une nouvelle fois à urgemment et drastiquement baisser nos émissions de CO₂ pour espérer conserver une planète «vivable»

Propos recueillis par Manon Todesco

Si nous n'agissons pas contre les émissions de gaz à effet de serre, l'humanité court à la catastrophe. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) l'a souvent dit, mais il le répète à l'occasion de la publication, le 4 avril, du troisième volet de son sixième rapport. Une prise de conscience immédiate doit avoir lieu au niveau des Etats, des entreprises et des citoyens. Tout le monde doit s'y mettre. Afin de sauver les meubles, les émissions de CO₂ devront atteindre leur apogée en 2025, dans trois ans, mais la trajectoire empruntée actuellement semble mettre cet objectif «hors de portée» selon les scientifiques.

Sonia Seneviratne, climatologue suisse et professeure à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, commente le dernier compte-rendu du GIEC. Spécialiste des événements climatiques extrêmes, elle a participé au premier volet du rapport en question publié en août 2021, coordonnant le chapitre sur sa spécificité.

QUESTIONS RÉPONSES

Comment évaluez-vous dans son ensemble ce dernier volet?

Je l'ai trouvé très utile et clair. Il contient de nombreux messages importants. En particulier sur l'urgence à agir et sur le fait que des solutions à la transition énergétique sont maintenant disponibles à bas coût.

Les experts du GIEC sont une nouvelle fois très alarmistes: ils nous donnent trois ans pour changer les choses. N'est-il pas déjà clairement trop tard? Peut-on encore sauver la planète?

C'est la situation qui est alarmante, et non pas les experts qui sont alarmistes. Il est clairement urgent d'agir. Les politiciens se sont fixé l'objectif de limiter le réchauffement global à 1,5°C, mais les engagements pris nous mettent en ce moment sur une

trajectoire à 3,2°C. Si les scientifiques ne tiraient pas la sonnette d'alarme, ils ne feraient pas leur travail. Ce n'est pas forcément la survie de la planète qui est en jeu, mais plutôt notre sécurité, notre qualité de vie et notre bien-être. Si nous ne parvenons pas à limiter le réchauffement global à 1,5°C, nous devons faire face à des événements extrêmes encore plus intenses et fréquents, nous aurons parfois à faire face à des événements auxquels nous ne pourrions pas nous adapter, avec plus de morts et de dégâts irréversibles à la clé.

Que doit-on faire pour inverser la vapeur?

Nous devons diminuer nos émissions de CO₂ de moitié d'ici à 2030. La source principale d'émissions de CO₂ est la combustion d'énergies fossiles, donc de pétrole, gaz et charbon. Il nous faut donc remplacer les chauffages à pétrole ou gaz par des pompes à chaleur électriques, renoncer aux voitures à essence, donc développer des transports publics plus performants et des meilleures infrastructures pour les cyclistes et les voitures électriques. Nous devons aussi augmenter la production électrique générée par des énergies renouvelables, c'est-à-dire le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité.

Techniquement peut-on vraiment, dans un court délai, se passer de gaz et du pétrole? Est-ce simplement une question de bonne volonté?

C'est possible de diminuer une très grande part de notre consommation de gaz et de pétrole. Il nous faut des décisions au niveau fédéral nous permettant d'aller dans cette direction. En particulier, il nous faut augmenter notre production d'électricité à base d'énergies renouvelables.

Les experts appellent à la sobriété, qu'est-ce que cela implique concrètement?

Le terme de *sufficiency* (sobriété) est mentionné dans le rapport. Il est noté qu'environ 10% des émissions asso-



THÉRIY PORCHET

L'urgence d'agir se trouve au cœur des mobilisations de la Grève du climat (manifestation à Lausanne en mars 2019). Les émissions de CO₂ devront atteindre leur apogée en 2025, mais la trajectoire empruntée actuellement semble mettre cet objectif hors de portée.

ciées aux bâtiments pourraient être réduites par ce biais. Dans le domaine de la nourriture, une généralisation de régimes alimentaires sains et équilibrés (céréales, légumes et fruits, des noix, peu de viande mais pas nécessairement végétarien) ainsi que la réduction des déchets alimentaires peut diminuer les émissions de façon non négligeable: nous pourrions éviter ainsi environ 2 GtCO₂ équivalents d'émissions par année, ce qui correspond à environ 3% des émissions annuelles.

A quoi doit-on s'attendre si ces objectifs ne sont pas tenus?

Les conditions vont continuer à se dégrader et nous prenons le risque d'atteindre des points de bascule dans le système climatique.

Le rapport évoque des «promesses creuses»: pourquoi les États sont-ils si inactifs sur la question climatique?

Il y a des lobbys financiers très puissants qui tentent de freiner cette transition climatique et énergétique par tous les moyens. Il y a aussi beaucoup de désinformation sur le sujet. Un exemple est la voiture électrique: une voiture électrique permet de diminuer les émissions de CO₂ de moitié par rapport à une autre fonctionnant à l'essence. Pour les personnes ayant besoin d'une voiture, c'est clairement la meilleure solution. Mais des arguments erronés sont souvent mis en avant pour décourager cette transition.

On a eu une impression de prise de conscience pendant la pandémie, que l'humain et la nature étaient remis au centre. Est-ce que le monde a repris son cours comme avant, de manière aussi destructrice? N'a-t-on tiré aucune leçon du Covid-19?

C'est encore trop tôt pour le dire. Dans notre domaine, les conférences n'ont pas repris au même rythme. Je vois dans mon entourage que la crise du coronavirus a amené à une réflexion sur les choix de vie quoti-

dienne. Et la guerre en Ukraine a aussi montré que notre dépendance aux énergies fossiles nous rend vulnérables aux pressions des pays exportateurs. J'espère que nous pourrions collectivement tirer les leçons de ces récentes crises. Nous devons nous passer des énergies fossiles de toute urgence et chacun d'entre nous doit faire sa part. ■

DES SCIENTIFIQUES APPELLENT À LA RÉVOLUTION CLIMATIQUE

Le 6 avril, dix-sept scientifiques suisses ont placardé sur le Palais fédéral des pages du rapport du GIEC publié deux jours plus tôt, afin de dénoncer l'inaction politique et l'urgence d'agir. Malgré leur pacifisme, ils ont été arrêtés par la police, détenus au poste de police pendant une heure et interdit de séjour dans la capitale pendant une journée, selon Scientist Rebellion*, un groupe de scientifiques militants internationaux. Cette action de désobéissance civile s'inscrit dans une campagne mondiale qui s'est déroulée du 4 au 9 avril avec l'engagement de quelque 1200 scientifiques dans plus d'une vingtaine de pays. Ils en appellent à une révolution climatique. Dans un communiqué, le physicien activiste britannique Mike Lynch-White explique: «Imaginez deux personnes assises dans une maison. L'une se tourne vers l'autre et lui dit avec le plus grand calme que la maison est en feu et que le toit est sur le point de s'effondrer et de les tuer toutes les deux, puis elle se remet à lire tranquillement son journal. Son interlocuteur n'aurait aucune raison de croire à cette menace, même si elle est bien réelle.» D'où le cri d'alarme des scientifiques dans la rue. La climatologue étasunienne Rose Abramoff renchérit: «Il ne suffit plus de poursuivre nos recherches et de simplement attendre que d'autres lisent nos publications et comprennent la gravité et l'urgence de la crise climatique.» ■ AA

* scientistrebellion.com

Une mobilisation syndicale exemplaire

En Ukraine et au-delà, les syndicats et leurs faïtières ont récolté des millions d'euros et mis en place une logistique solide pour venir en aide aux travailleurs et aux personnes touchées par la guerre

Manon Todesco

Dès le début de la guerre, le travail des syndicats ukrainiens s'est transformé en véritable aide humanitaire. Ils s'attendent à offrir nourriture et abri à des dizaines de milliers de personnes déplacées dans une dizaine de centres dans l'ouest du pays. Ce travail syndical d'aide d'urgence ne s'arrête pas aux portes du pays. En Pologne, en Slovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en Moldavie, en Autriche ou encore en Lituanie, les syndicats locaux se démènent pour venir en aide aux réfugiés de cette guerre. Hébergement, distribution de vivres, de vêtements, de médicaments et de produits de première nécessité, aide médicale, services et information ou encore acheminement d'aide vers les collègues ukrainiens: le réseau de soutien et de solidarité qui s'est mis en place est colossal.

La Confédération européenne des syndicats (CES) est fière de cette mobilisation humanitaire massive des organisations des travailleurs et informe dans un communiqué de presse avoir collecté, aux côtés de ses affiliés nationaux, des mil-

lions d'euros d'aide. Qui sont répartis sur le terrain par les syndicats, en Ukraine et dans les pays voisins. Les syndicats mettent également à profit leur expertise pour épauler les réfugiés à s'intégrer rapidement dans les pays d'accueil en les assistant dans leur recherche d'emploi et en les informant sur les droits des travailleurs et la sécurité sociale afin d'éviter qu'ils ne soient exploités.

REVENDECTIONS SYNDICALES

«Au sein du mouvement syndical, nous avons coutume de dire qu'une blessure à l'un est une blessure à tous, a déclaré Luca Visentini, secrétaire général de la CES. Cela explique cette formidable mobilisation de syndicalistes partout en Europe pour lever des fonds, collecter des fournitures essentielles et mener des actions politiques pour soutenir les réfugiés ainsi que nos frères et nos sœurs restés en Ukraine.»

Le responsable syndical appelle les dirigeants de l'Union européenne à en faire plus pour épauler les exilés et mettre fin à cette guerre. «Il est de leur responsabilité de se montrer à la hauteur des efforts déployés par les citoyens ordinaires pour ac-

cueillir les réfugiés – d'où qu'ils viennent – et de faire en sorte qu'ils puissent rentrer chez eux dès que possible en toute sécurité en en faisant davantage pour mettre fin à cette guerre par des sanctions plus dures et une diplomatie plus directe.» Par ailleurs, un dialogue concret doit, selon lui, avoir lieu avec l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie quant au processus d'adhésion à l'UE. «Mais il faut également que l'UE renonce à son approche des deux poids, deux mesures dans l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile, critique Luca Visentini. La directive sur la protection temporaire a été activée pour la toute première fois, octroyant à juste titre aux réfugiés ukrainiens le droit de travailler dans l'UE aux mêmes conditions et aux mêmes salaires que les autres travailleurs. Malheureusement, ces droits n'ont pas été étendus aux personnes fuyant la guerre en Syrie. Tous les réfugiés devraient jouir des mêmes droits.»

RÉSOLUTION

Le Comité exécutif de la CES a approuvé une longue résolution sur l'Ukraine¹, dans laquelle elle reprend les éléments ci-dessus. Dans les

grandes lignes, le texte condamne les agissements de la Russie, appelle à tous les recours possibles pour parvenir à la paix, à la solidarité avec tous les Ukrainiens et demande que les responsables de ces crimes de guerre soient jugés et punis. La Confédération condamne également fermement la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR) pour ses déclarations «en faveur de l'agression de Poutine contre l'Ukraine». Enfin, afin de pouvoir continuer à financer cette assistance humanitaire et le soutien des réfugiés dans les pays européens, une levée de fonds a été lancée² via la Confédération syndicale internationale. ■

¹ Pour lire la résolution dans son intégralité aller sur: etuc.org/fr/document/resolution-de-la-ces-sur-lukraine

² Pour faire un don aller sur: petitions.ituc-csi.org/support-ukraine-fr

JUSTICE: LA LIBERTÉ SYNDICALE L'EMPORTE

Secrétaire régional d'Unia Valais, Blaise Carron a été acquitté dans l'affaire l'opposant à la société Adatis. La tentative de contrainte n'a pas été retenue

Sonya Mermoud

«Je suis satisfait de ce jugement. Une issue contraire aurait été pour le moins fâcheuse. Elle aurait restreint le champ d'action du syndicat. Comme de priver le peintre de son pinceau ou le maçon de sa truelle», image Blaise Carron, secrétaire régional d'Unia Valais, après avoir pris connaissance de son acquittement. Pour le syndicaliste, la décision annoncée le 1^{er} avril dernier par le Tribunal de district de Martigny donne un signal important en matière de reconnaissance de la liberté syndicale et pour la défense des droits des salariés. Elle montre qu'Unia a joué pleinement son rôle en dénonçant il y a trois ans «les salaires d'un autre âge» pratiqués par Adatis, une entreprise spécialisée dans la fabrication de pièces automobiles basée à Martigny. Cette société, appartenant à la multinationale française Adduxi, a depuis fermé ses portes et relocalisé sa production dans l'Hexagone. A noter qu'elle peut toujours faire recours contre le verdict rendu. Mais revenons aux événements qui ont conduit Blaise Carron sur le banc des prévenus. Une première durant ses vingt années d'activité professionnelle dans le domaine.

SALAIRES DE MISÈRE

En mai 2019, le syndicaliste diffuse un communiqué de presse repris par

plusieurs médias. Il y dénonce la sous-enchère salariale constatée au sein de l'entreprise Adatis et menace cette dernière, si elle ne rectifie par le tir, d'avertir ses principaux clients. Les doléances portent sur les rémunérations d'une vingtaine de personnes qui perçoivent environ 2600 francs net par mois pour une durée de travail hebdomadaire de 42,5 heures (voir *L'ES* du 1^{er} mai 2019). Un montant jugé particulièrement bas eu égard à la pratique en Valais et en prenant notamment pour référence la Convention collective de travail du secteur de l'industrie. Soulignons que, quelques mois plus tôt, le collaborateur d'Unia avait rencontré la direction d'Adatis pour lui demander d'adapter ses tarifs aux standards en vigueur. En vain. En l'absence de réaction, Blaise Carron écrit alors à Bosch, le principal partenaire de l'entreprise, attirant son attention sur les conditions salariales des employés qu'il défend. Un mois plus tard, il adresse un courrier à l'avocat d'Adatis lui signifiant son intention, sans normalisation de la situation, d'alerter un autre partenaire de la société. La justice entre en jeu. Adatis dépose une plainte pénale à l'encontre de Blaise Carron pour diffamation, calomnie, tentative de contrainte et violations de la Loi fédérale sur la concurrence déloyale. Au final, seule la tentative de contrainte est retenue par le Ministère public. Ce dernier condamne

Blaise Carron à une peine pécuniaire de 20 jours-amende – 180 francs par jour – assortie d'un sursis de deux ans et d'une amende de 700 francs.

LA COUR EUROPÉENNE AU BESOIN

Le syndicaliste s'oppose à cette ordonnance. Et gagnera. Selon le détail du jugement, «les démarches entreprises par Blaise Carron, bien que devant être qualifiées de moyens de contrainte, ne peuvent être considérées comme illicites, car ni abusives ni disproportion-

nées». «Si le raisonnement dangereux du Ministère public avait été suivi, cela aurait signifié que toute action syndicale visant à améliorer des conditions de travail moralement inacceptables, mais licites du point de vue strict de la loi faute de convention collective, serait illégale et dès lors punissable», note Blaise Carron, ravi que cette «interprétation étroite et criminalisant les buts poursuivis par le syndicat» n'ait pas été suivie. Le collaborateur d'Unia rapporte encore que, dans le

cas contraire, Unia était prêt à faire recours jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme. «Ce raisonnement n'aura pas passé la rampe du Tribunal du district.» Et le syndicaliste d'insister sur le fait qu'il n'a fait que son travail, ayant agi selon sa conscience professionnelle. ■

Un nouvel outil pour améliorer la santé au travail

Le Canton de Genève a inauguré un nouveau dispositif en matière de santé au travail. Explications

Textes Sonya Mermoud

Favoriser la mise en place d'un environnement professionnel sain et l'accès à des prestations ciblées en matière de santé au travail: voilà notamment les objectifs poursuivis par un projet pilote inédit récemment présenté par le Canton de Genève. Celui-ci, unique en Suisse, s'est concrétisé par la création d'une Consultation interdisciplinaire en santé au travail (CIST) réunissant une quarantaine de spécialistes du domaine, entre médecins, ergonomes, psychologues ou encore ingénieurs en sécurité. Le dispositif s'adresse aux salariés, aux indépendants, aux employeurs, aux professionnels de la santé ainsi qu'aux partenaires sociaux. Il concerne aussi bien la prévention que la prise en charge de problèmes de santé physiques et psychiques liés aux conditions de travail: risques psychosociaux, troubles musculo-squelettiques, exposition à des substances toxiques. Les prestations proposées comprennent en outre la protection de la maternité au travail, le conseil et le soutien à l'application de normes légales, l'expertise technique ou encore la formation et la sensibilisation en entreprise. Le fonctionnement de la CIST? Il suffit de se rendre sur les pages web de Genève (ge.ch/c/cist) et de remplir le formulaire ad hoc. La demande est ensuite traitée sans frais et de manière confidentielle par l'unité de médecine de l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT). Celle-ci se charge ensuite de transmettre au demandeur une liste de spécialistes de la Consultation à même de traiter la requête. Ces interventions seront alors facturées. A noter que certaines d'entre elles pourront être prises en charge par l'assurance maladie de base. Ou, en cas de maladie professionnelle reconnue, assumées par l'assurance accidents. La CIST joue également le rôle d'observatoire de la santé au travail et doit permettre de mieux évaluer les besoins du terrain. Une mission qui devrait favoriser sa pérennisation. Le nouveau dispositif résulte d'une collaboration entre le Département de la sécurité, de la population et de la santé et celui de l'Économie et de l'emploi. Les autorités l'estiment d'autant plus important que la Suisse –

selon une enquête européenne sur les risques nouveaux et émergents menée en 2019 dans 33 pays – se situe à la dernière place en ce qui concerne la proportion d'entreprises effectuant une évaluation en la matière. Lors de la présentation de la plateforme, les responsables ont aussi rappelé l'impact des conditions de travail sur la santé à Genève: 4 travailleurs sur 5 seraient affectés par un ou plusieurs risques physiques et près de 9 sur 10 par un ou plusieurs risques psychosociaux (selon le rapport de l'Observatoire suisse de la santé publié en 2020, cité par les responsables). Le coût des maladies professionnelles est par ailleurs estimé à 3% au moins du produit intérieur brut – soit, pour Genève, plus de 1,5 milliard de francs par an. ■

UNE DÉMARCHE QUALIFIÉE DE POSITIVE ET DES RÉGRET

Si Unia Genève salue la démarche entreprise par les autorités, il regrette de n'avoir pas été associé à la réflexion. «Nous avons été informés de cette initiative une semaine avant son démarrage, au détour d'une réunion qui n'avait pas pour but cet objet», note Anna Gabriel Sabaté, secrétaire régionale d'Unia Genève. «Aussi, nous n'avons pas pu poser de questions plus précises relatives à certaines modalités, notamment en ce qui concerne la facturation des prestations. Il faudra clarifier à qui les frais seront imputés au risque de voir l'utilité du dispositif freinée.» Le fait de n'avoir pas été intégré au projet déçoit d'autant plus le syndicat qu'il dispose de beaucoup d'informations remontant des salariés. Une situation qu'il avait aussi déplorée lors de la création de la *task force* mise en place pour gérer la pandémie de Covid. «Nous étions pourtant en première ligne, sollicités tous les jours par les travailleurs sur des problèmes de santé et de sécurité.» Malgré ces observations, Unia juge positivement la démarche. «Toutes les initiatives des autorités visant à une meilleure surveillance du marché du travail et du respect des lois sont bienvenues. Nous verrons à l'usage l'efficacité du dispositif. Nous pouvons aussi contribuer à le faire connaître.» ■

Le référendum sur l'impôt anticipé est sous toit

Le référendum contre la suppression de l'impôt anticipé sur les obligations a abouti. L'Union syndicale suisse (USS), le Parti socialiste et les Verts ont déposé le 5 avril près de 60 000 signatures authentifiées à la Chancellerie fédérale. Rappelons que cet impôt anticipé sur les titres est un instrument visant à empêcher la sous-traction fiscale. Les banques ponctionnent 35% sur les intérêts et ne reversent cette somme que si le compte est correctement déclaré aux impôts. Mais durant la session d'hiver, la majorité de droite des Chambres, sur proposition du Conseil fédéral, a voté sa suppression. L'idée est de favoriser les investisseurs, qui ne seraient plus privés d'une partie de leurs avoirs entre le prélèvement et le remboursement de l'impôt, et la place financière, qui pourrait ainsi récupérer des opérations de financement d'entreprises actuellement menées à l'étranger. Pour la gauche et les syndicats, abolir cet impôt sans contrepartie revient toutefois à donner carte blanche à la fraude fiscale au détriment de la collectivité. Le gouvernement évalue les pertes fiscales

à 200 millions de francs par an, dont 10% seront à la charge des cantons. Mais si les taux d'intérêt remontent, la facture s'alourdira d'autant. Avec 3% à 4% de taux d'intérêt, il faudra compter sur 600 à 800 millions de perdus. «Les salariés, qui continueront à payer l'impôt anticipé sur leur compte d'épargne, subiront directement le manque de ressources des pouvoirs publics», a dénoncé Pierre-Yves Maillard, le président de l'USS, lors du dépôt du référendum. «Ce projet fait partie d'un grand plan de la droite visant à réduire toujours plus les impôts des grandes entreprises et des personnes fortunées. Au final, seuls les salaires, les rentes et la consommation devraient être imposés», a souligné, de son côté, le conseiller national et coprésident du PS suisse Cédric Wermuth. La gauche et les syndicats ont déjà réussi à stopper le projet de réforme des droits de timbre, rejeté par 62,7% des votants le 13 février dernier. Le scrutin sur l'impôt anticipé devrait se tenir le 25 septembre prochain. ■ JB



ALEXANDRA ZDRAVKOVIC/US

PROGRAMME DU 1^{er} MAI EN SUISSE ROMANDE

FRIBOURG – SAMEDI 30 AVRIL
Travailler jusqu’au tombeau? 65 ans, c’est toujours **NON!**
Dès 12h Manifestation à la place Georges-Python.
14h Cortège.

GENÈVE – DIMANCHE 1^{er} MAI
Contre les régressions sociales et la guerre.
Toutes et tous solidaires!
14h Départ de la manifestation, place Lise-Girardin.
16h30 Fête à la salle communale de Plainpalais avec discours, concerts, village syndical et militant, bars et restauration.

JURA
MOUTIER – DIMANCHE 1^{er} MAI
11h Rassemblement devant la gare de Moutier.
11h15 Cortège du 1^{er} Mai interjurassien.
12h Apéro puis repas & boissons à la Socié’t’halle à des prix populaires. Interventions politiques sur les thèmes de la guerre, du climat, et de la santé avec Fanny Portenier, SSP Jura. Animation musicale.

NEUCHÂTEL
LA CHAUX-DE-FONDS – SAMEDI 30 AVRIL
Salle Ton sur Ton, rue du Progrès 48.
Dès 17h Spectacle, musique, restauration. Eric le Rouge.
20h30 Thierry Meury.
22h The Watchmaking Metropolis Orchestra.

LA CHAUX-DE-FONDS - DIMANCHE 1^{er} MAI
Salle Ton sur Ton, rue du Progrès 48.
Dès 11h Discours, musique, restauration.
14h Cortège.
Lory Loulou (DJ), Pop’Chestra.

FLEURIER – DIMANCHE 1^{er} MAI
Fête à la place de la Gare et au jardin public
(salle Unia en cas de mauvais temps).
11h Accueil et apéritif.
11h30 Partie officielle avec Mathias Bobillier, militant du POP et des jeunes POP, Martine Docourt, co-présidente des Femmes socialistes suisses, membre du CD du PSS et députée et Menekse K., militante Unia.
12h30 Repas offert: soupe aux pois ou à l’avoine et pain, pâtisserie. Cantine de boissons, thé et café, prix libres, tirelire.
12h30 Musique avec Rubén Dominguez, guitare et chansons latino-américaines, et L’Autre et ses musiciens, chansons françaises inédites. Concerts «au chapeau».

NEUCHÂTEL – DIMANCHE 1^{er} MAI
Préau du collège de la Promenade,
av. du Premier-Mars 2A.
Dès 11h Discours, conférence, musique, restauration.
11h15 Cortège.
14h Conférence «Contre la guerre en Ukraine».
Orchestre Pussicat.

VALAIS
SION – DIMANCHE 1^{er} MAI
Fête du travail et de la solidarité internationale au couvert des Iles à Sion.
11h30 Apéritif offert par l’USVs.



11h45 Accueil par la présidente de l’USVs, Francine Zufferey.
12h Discours de Mathias Reynard, conseiller d’Etat.
12h15 Discours de Emmanuel Amos, conseiller national.
12h30 Repas préparé par l’association RAJO.
13h45 Discours de Hanny Weissmüller, présidente du personnel des locomotives SEV-LPV.
14h Discours de Blaise Carron, secrétaire régional d’Unia Valais.
14h30 Concert de The Soul’d Out.

VAUD
LAUSANNE - DIMANCHE 1^{er} MAI
10h30 Rassemblement à la place de la Riponne (lieu à confirmer).
11h Départ du cortège.
11h45 Passage du cortège à la gare.
12h30 Arrivée au Casino de Montbenon.
Stands pour le repas.
13h30-16h Animations.
Yverdon, Nyon, Vevey, vallée de Joux: départs en train ou en bus pour rallier la manifestation à Lausanne (voir sur vaud.unia.ch).

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d’ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d’appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d’ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch

En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l’appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

CHALET DE L’ENTRAIDE OUVRIÈRE DE LA GRUYÈRE

Convocation - Invitation à l’assemblée annuelle

Aux membres Unia, de Syndicom, du SEV, du SSP, de l’USF et du PS La Gruyère. L’assemblée annuelle du Chalet de l’entraide aura lieu le vendredi 22 avril à 20h heures dans ses murs, à Le Pâquier-Montbarry.
Ordre du jour: **1.** Bienvenue et liste de présence. **2.** Procès-verbal de l’assemblée du 29 mars 2019. **3.** Rapport du comité (2019-2020-2021). **4.** Rapport du caissier (2019-2020-2021). **5.** Rapport des vérificateurs, approbation des comptes (2019-2020-2021). **6.** Renouvellement des statuts de l’Entraide. **7.** Nominations statutaires. **8.** Approbation du

budget. **9.** Activités et travaux 2022: chalet, route des Cavues, source, dépliant publicitaire, etc. **10.** Divers.
Les propositions et amendements à l’ordre du jour doivent parvenir au comité 5 jours ouvrables avant la tenue de l’assemblée.

Au vu des nouveaux statuts à adopter (point 6), chaque fédération délègue un nombre de déléguées et délégués en fonction de ses effectifs (La Gruyère) selon statuts 2022. PS: 5 délégués; Unia: 19; Syndicom: 4; SEV: 2; SSP: 2; USF: 1. Total: maximum 35 délégués.

A l’issue de l’assemblée, nous aurons le plaisir de vous servir une collation. Les délégués empêchés voudront bien se faire remplacer vu l’importance du point 6. Merci.

Au nom du Comité : Raymond Remy, président
Transport, excuse: 026 912 56 91 ou 079 944 85 ou raymond.remy@websud.ch

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève (inscriptions et formulaires).

Guichets: De 9h à 12h et de 14h à 17h, sauf le lundi matin.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h,

sauf le mercredi après-midi.
Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch
Aucune obligation d’affiliation au syndicat.

PERMANENCE PAPYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d’Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d’informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel
Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.
Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier, permanences syndicales
Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.
Ouverture du secrétariat
Vendredi de 9h30 à 12h.

Le Locle
Ouverture du secrétariat
Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.
Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h. 0848 203 090.

TRANSJURANE

HORAIRES

PERMANENCES SYNDICALES

Délémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.
Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.
Saint-Imier: mardi de 14h30 à 18h. Jeudi,

Sortir de sa ruche

Dans «Hive», la cinéaste kosovare Blerta Basholli raconte l’histoire vraie d’une veuve de guerre bien décidée à gagner son indépendance. Un combat contre le patriarcat et les préjugés!

Nicolas Jacot

Dans un village du Kosovo, Fahrije est sans nouvelles de son mari porté disparu depuis la guerre de 1998-1999. Difficilement, elle subvient seule aux besoins de ses deux enfants et de son beau-père invalide en confectionnant quelques pots de miel. Pour améliorer les conditions de vie de sa famille et gagner son autonomie, Fahrije décide de passer son permis de conduire et de fonder, en compagnie d’autres veuves, une coopérative agricole. Leur objectif: produire et vendre de l’*ajvar*, un condiment mariné à base de poivrons. Mais dans la communauté, l’ambition de ces femmes et leur soif d’émancipation choquent. Tout le monde en parle et cela rend fous les villageois qui n’hésitent pas à recourir à l’intimidation et au sabotage pour faire rentrer les travailleuses dans le rang. Mais Fahrije est têtue, énergique et libre. Et elle va se battre sans relâche contre les préjugés et une organisation patriarcale pour offrir un avenir à ses enfants et aux femmes de son village. Tout en étant amenée, parallèlement, à faire le deuil de l’homme de sa vie...

HISTOIRE VRAIE

Basé sur la biographie de Fahrije Hoti, *Hive* («Ruche») est le premier long métrage de la réalisatrice et scénariste kosovare Blerta Basholli. Une œuvre également coproduite par la Suisse. Grâce à une représentation réaliste, la cinéaste propose le portrait impeccable d’une communauté ravagée par un conflit armé et tiraillée entre soif de renouveau et conservatisme. «Une veuve doit seulement faire le ménage, respecter sa belle-famille et rester à la maison: ce sont les mots que Fahrije Hoti a entendus chaque jour depuis qu’elle a obtenu son permis de conduire et qu’elle a commencé à subvenir aux besoins de ses enfants», explique Blerta Basholli quant à ses motivations à raconter cette histoire vraie. Et en portant à l’écran un personnage féminin fort et autodéterminé, elle souhaite aussi insuffler une volonté d’autonomie à d’autres: «La décision de Fahrije de poursuivre sa vie quoi qu’il arrive peut sembler déroutante, douloureuse, parfois même drôle, et surtout profondément inspirante.» ■

Hive, de Blerta Basholli, dans les salles en Suisse romande depuis le 6 avril.



Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.
Mercredi de 8h30 à 11h30.
Jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h.

Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

Horaires téléphoniques:
Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.
Lundi après-midi de 13h30 à 17h.
Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.
Mercredi après-midi fermé.
Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier
En lieu et place de l’envoi d’e-mails, les demandeurs d’emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d’accueil **sans-emploi.ch**. L’objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d’éviter de l’attente au téléphone et fluidifie le traitement. Le formulaire permet en outre de télécharger les documents manquants directement sur cette page. Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

permanence administrative, de 14h30 à 18h.
Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.
Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Délémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.

Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.

Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS SYNDICAT

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.

PERMANENCES DU SOIR

Sierre: lundi de 17h à 19h.

Monthey: mardi de 17h à 19h.

Sion: jeudi de 17h à 19h.

Martigny: jeudi de 17h à 19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Téléphone: 058 332 11 32.

Du lundi au vendredi: de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Ouverture des guichets:
Martigny, Monthey, Sierre, Sion

LES SMOODISTES, LAURÉATS DU PRIX ENGAGEMENT D'UNIA

Remis depuis cinq ans à des employés au courage exemplaire du secteur tertiaire, le prix est revenu cette année aux livreurs de Smood et à d'autres militants et collectifs

Sylviane Herranz

Trois mains se tenant par le poignet. Symbole de la lutte collective et de la solidarité. La sculpture, créée pour le Prix Engagement d'Unia du secteur tertiaire, a été remise à plusieurs collectifs et militants cette année, lors de l'assemblée des délégués du secteur tertiaire qui s'est réunie le 28 mars dernier à Berne. Ce prix a été décerné pour la première fois en 2018 et vise à saluer le courage de militantes et de militants se battant dans un domaine où la syndicalisation n'est pas aisée ni habituelle. Un secteur considéré comme un désert syndical à conquérir lors de la création d'Unia. «Ce prix veut montrer que ça vaut la peine de se battre pour obtenir des résultats concrets, pour avoir des droits. Et même si on ne gagne pas, la lutte permet de garder sa dignité», expliquait il y a trois ans la présidente d'Unia, Vania Alleva. Ces dernières années, le secteur tertiaire privé est en pleine évolution. De nombreuses luttes y ont été menées. Pour cette 5^e édition du Prix Engagement, les gagnants sont les livreuses et les livreurs de Smood qui ont combattu l'automne passé dans onze villes romandes contre la précarité extrême de leurs conditions de travail. «Vous avez fait grève avec vos collègues. Bien que l'employeur soit resté inflexible, vous êtes retournés à votre poste de travail. Malgré tout, vous ne perdez pas l'espoir d'améliorer votre situa-

tion. Cela demande beaucoup de courage», a souligné Mauro Moretto, responsable du secteur tertiaire d'Unia, aux trois militants vaudois et valaisans du collectif Smood présents à l'assemblée. Il a été rappelé que, durant leur grève, l'autorité de conciliation avait été saisie à Genève et que celle-ci, la Chambre des relations collectives de travail (CRCT), avait émis début février des recommandations allant dans le sens des revendications du personnel.

LA LUTTE SE POURSUIT

A ce jour, la direction de Smood n'a toujours pas appliqué ces exigences. Seule une légère adaptation des salaires minimums a été effectuée par l'entreprise, mais en dessous de ce que la CRCT préconise. «Sur les autres points, il n'y a pas eu, à notre connaissance, de changements satisfaisants», précise Véronique Polito, vice-présidente d'Unia en charge du dossier, ajoutant que le syndicat continue à s'engager pour obtenir une réelle application des recommandations: «Nous poursuivons la lutte, avec des démarches institutionnelles dont nous sommes partie prenante, notamment au niveau des inspections du travail, des autorités de surveillance de la location de services et des contrôles en cours dans le cadre des conventions collectives en vigueur. Si l'entreprise n'adapte pas à satisfaction les contrats des livreuses et des livreurs, nous mettrons en route d'autres démarches.»



LUCAS DUBUIS

Une livreuse et un livreur de Smood étaient présents à Berne le 28 mars dernier, avec un autre collègue, pour réceptionner le Prix Engagement d'Unia.

COMBATS SALUÉS DANS LA LOGISTIQUE, LA RESTAURATION ET LES SOINS

Le Prix Engagement a également été décerné à d'autres militantes et militants au combat exemplaire. Parmi les nominés se trouvent deux collectifs de travailleurs tessinois. Celui de DPD, un groupe syndical mis sur pied par les salariés se battant contre des conditions

de travail indécentes et abusives. Et celui de Divoora, rassemblant des employés luttant contre le décompte injuste de leur temps de travail. Quatre autres personnes ont été primées. Il s'agit de Beatriz Gonçalves, active dans la restauration, qui a osé s'exprimer dans les médias pour dénoncer les bas salaires ne permettant pas de fi-

nir le mois. Et de Sandra Schmid, Eva Maria Hungerbühler et Willy Honegger, tous employés dans la branche des soins, qui se sont engagés pour améliorer leurs conditions de travail et pour le succès de l'initiative sur les soins infirmiers l'automne passé. ■

Donner enfin la voix à 40% des résidents genevois

Une initiative, soutenue par Unia, demande le droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers à Genève après huit ans de résidence. Une manière de répondre au besoin urgent de démocratie

Manon Todesco

À Genève, sur le plan cantonal, seules les personnes de nationalité suisse domiciliées sur place ont les pleins droits politiques, à savoir le droit de voter et d'être élues. Les étrangers installés depuis huit ans au moins à Genève ont uniquement accès au droit de vote sur le plan communal.



Pierre Vanek, député d'Ensemble à Gauche et Anna Gabriel Sabaté, secrétaire régionale d'Unia Genève, ont défendu l'initiative qui devra réunir 10 000 signatures avant début août.

Une règle mettant à l'écart 40% de la population de ce canton multiculturel, qui vit, travaille et paie ses impôts à Genève mais n'a pas son mot à dire sur des grands sujets tels que la santé, les transports, le logement, la formation, l'environnement ou encore la fiscalité. Afin de mettre un terme à cette hérésie, un large front constitué des partis de gauche, des Verts, des syndicats – dont Unia – et d'associations représentant les migrants a lancé le 31 mars une initiative populaire. Cette dernière vise à modifier la Constitution cantonale en vue d'accorder l'ensemble des droits politiques cantonaux aux étrangers justifiant au moins huit ans de résidence à Genève. Baptisée «Une vie ici, une voix ici... Renforçons notre démocratie!», l'initiative devra recueillir environ 10 000 signatures avant début août. L'idée n'est pas nouvelle. Un projet de loi identique avait été soumis il y a un an au Grand Conseil, qui l'a refusé à une voix près seulement.

GENÈVE PIONNIÈRE?

«Cette démocratie en petit comité n'est plus possible, souligne Pierre Vanek, député d'Ensemble à Gauche. Cette situation entraîne

la division des salariés et de la population en fonction de la couleur de leur passeport. Il faut que les choses changent, et notre initiative renforcera la démocratie à Genève et apportera davantage d'intégration. Nous passerions de la lanterne rouge à pionner en la matière.» En effet, actuellement, seuls les cantons de Vaud, Fribourg, Jura et Neuchâtel autorisent les étrangers à voter et à être élus lors de scrutins communaux, les deux derniers octroyant le droit de vote au niveau cantonal mais pas l'éligibilité. A Genève, le seul recours actuel pour obtenir les pleins droits politiques est la naturalisation. «Les lois d'obtention de la nationalité suisse ont été durcies en 2018, reprend l'élue. Désormais, il faut un permis C pour y accéder, le niveau de langue est plus soutenu et la demande est rejetée dès lors que le candidat a eu recours à l'aide sociale les trois dernières années...»

JUSTE RETOUR DES CHOSES

Unia soutient cette initiative avec conviction. «Elargir les droits politiques a toujours été le fruit de grosses batailles», rappelle Anna Gabriel Sabaté, secrétaire régio-

nale d'Unia Genève. «Nous avons réussi à le faire pour les femmes, aujourd'hui l'heure est venue pour les étrangers de pouvoir s'exprimer dans les urnes et participer à la vie politique de ce canton.» Le syndicat est particulièrement confronté à cette question de la représentativité des personnes étrangères. «Nous avons beaucoup de membres étrangers, qui travaillent à Genève et avec qui on essaie de construire des combats politiques, mais ils n'ont ni le droit de signer ni de voter.» Une absurdité et une hypocrisie auxquelles il faut mettre fin. «Les étrangers ont contribué aux améliorations que les syndicats ont obtenues ces dernières décennies, quelque part, ce serait aussi une manière de leur renvoyer l'ascenseur.»

Les étrangers qui soutiennent cette initiative ne pouvant pas (encore) voter en sa faveur, une pétition à leur attention circule pour faire entendre leur voix. ■

BRÈVE

GENÈVE NON À LA PRIVATISATION DE LA RÉINSERTION

Déposé en octobre dernier par le Conseil d'Etat, un projet de loi accorde une subvention annuelle de près de 2,5 millions de francs pour les quatre ans à venir à la Fondation des Ateliers Feux-Verts (FAFV). Cet objet parlementaire apparemment anodin cache une externalisation d'une partie de la politique carcérale et de réinsertion genevoise. Il est en effet prévu que quinze fonctionnaires actuellement attachés au Service de probation et d'insertion (SPI) soient réengagés par la FAFV. Cette fondation de droit privé met sur pied des ateliers de menuiserie, peinture, jardinage ou nettoyage destinés aux personnes placées dans des établissements d'exécution de peines de courte durée, de fin de peine et de semi-détention ou qui exécutent leur condamnation sous forme de travail d'intérêt général. Le Département de la sécurité justifie cette privatisation déguisée par un besoin de «clarification», les collaborateurs concernés, des maîtres socioprofessionnels et des animateurs d'atelier, «travaillant déjà dans les faits pour la FAFV». Le projet était dans les cartons de l'ancien conseiller d'Etat Pierre Maudet, qui a, par ailleurs, aussi externalisé le convoyage des détenus, il est aujourd'hui repris par l'actuel responsable du Département, Mauro Poggia. Inquiets pour l'avenir de leur mission et de leurs conditions d'engagement, les employés du SPI ont manifesté jeudi dernier devant le Grand Conseil, alors que le projet de loi est examiné par la Commission des finances. Le personnel peut compter sur le soutien des partis de gauche, du Cartel intersyndical de la fonction publique, de l'Union du personnel du corps de police et du syndicat Sit. La gauche et les syndicats s'opposent sur le fond à la privatisation d'une fonction régalienne et redoutent un impact négatif, tant sur les conditions de travail que d'accompagnement. Les personnes prises en charge sont potentiellement à risque et méritent un encadrement par des agents de l'Etat. Affaire à suivre. ■ JB

LES MULTIPLES VIES DE LA MAISON DU PEUPLE DE LAUSANNE

Il y a eu la Maison du peuple de Caroline, celle du Cercle ouvrier à la rue Pichard et, enfin, celle de Chauderon. Retour sur une existence riche et plurielle de ces lieux d'échange et de débats



La première Maison du peuple lausannoise s'est établie en 1901 à la Tonhalle de la rue Caroline, ici sur la gauche du pont Bessières (flèche), vue depuis la cathédrale. Un riche mécène avait acquis le bâtiment à cette intention. Elle y restera jusqu'à sa démolition en 1954.



L'assemblée a bénéficié des connaissances pointues de l'historien Olivier Pavillon. A l'écran, Aloys Fauquez, fondateur de l'Union ouvrière et du socialisme vaudois.

Textes Sylviane Herranz

Photos Olivier Vogelsang

R elater l'existence de la Maison du peuple de Lausanne, ou plutôt des maisons du peuple et de leurs «trois vies», n'est pas une sinécure. Ces vies débutent en 1899 avec la fondation de la première Maison du peuple, qui prendra ses quartiers à la place Saint-François, puis dans l'ancienne Tonhalle de la rue Caroline et se terminera avec sa démolition en 1954. Une seconde vie commence en 1916 avec la création du Cercle ouvrier lausannoise (COL), s'émancipant de la première institution et de sa conception de conciliation entre les classes. Elle se matérialisera avec l'ouverture en 1925 d'un Cercle ouvrier et typographique, à l'angle de la rue Pichard et de la place Saint-Laurent. En 1936, le Cercle se déplace à la place Chauderon, où il établit la «Nouvelle Maison du peuple». C'est le début de sa troisième vie. L'immeuble sera détruit et reconstruit entièrement en 1961. Soixante ans plus tard, en 2021, le nouveau bâtiment aurait dû fêter son 60^e anniversaire. Pandémie oblige, la célébration n'a eu lieu que le 1^{er} mars dernier, dans des locaux rénovés en 2018-2019. L'anniversaire, tenu en présence d'un nombreux public, a débuté par une présentation de cette évolution par Olivier Pavillon, ancien directeur du Musée historique de Lausanne. Une table ronde et un moment convivial ont suivi.

UNE PREMIÈRE VIE

«Ce ne sont pas les ouvriers, mais des bourgeois philanthropes voulant le bien de la classe ouvrière qui sont à l'origine de la première Maison du peuple de Lausanne», indique d'emblée Olivier Pavillon, rendant aussi hommage au travail de l'historien Marc Vuilleumier réalisé sur cette première institution populaire. Sous l'égide de la Ligue d'action morale, une conférence sur les maisons du peuple, en plein essor en Europe, se tient le 30 novembre 1899 dans la salle du Conseil communal. L'un des orateurs est le socialiste Georges Renard, réfugié de la Commune de Paris et professeur à l'Université. Un autre est Auguste Forel, fondateur de la ligue, spécialiste des fourmis, mais également de l'eugénisme, «repris hélas par les nazis», remarque Olivier Pavillon. La fondation de la Maison du

peuple, à laquelle s'associe le riche mécène Anton Suter, est lancée. Les statuts sont adoptés le 18 décembre 1899. Ils précisent que son but «n'est pas uniquement le rapprochement des cœurs, il est aussi la culture de l'esprit, du caractère par des cours, des conférences populaires, par l'organisation d'une bibliothèque, d'une salle de lecture, puis enfin par des soirées familiales, des représentations dramatiques, des concerts, en un mot par des récréations honnêtes qui seront un coup droit porté à l'alcoolisme».

DE SAINT-FRANÇOIS À CAROLINE

Sa première résidence sera à la place Saint-François. Des conférences, des soirées littéraires sont organisées. Quelques rares ouvriers et ouvrières y prennent part. Dont les «typotes» de l'imprimerie Bridel à la place de la Louve et des travailleurs socialistes italiens. «Lausanne se transforme, c'est le début du tramway, on parle même de démolir l'église Saint-François», situe l'historien. Au tournant du siècle, Aloys Fauquez, de la Société du Grütli et fondateur du socialisme vaudois, préconise que «la Maison du peuple sera socialiste ou ne sera pas».

En 1901, Anton Suter achète un ancien manège à la rue Caroline, transformé en salle de musique, la Tonhalle. Il offre le bâtiment à la Maison du peuple. Des cours s'y organisent, un cercle de discussion est mis sur pied, un local mis à la disposition des ouvrières, un bureau de consultation juridique y est ouvert. Il y a également une bibliothèque, qui comptera jusqu'à 11 000 livres en 1943. La grande salle, dotée d'une acoustique excellente, accueille des concerts de musiciens prestigieux: Paderewski, Pablo Casals, Clara Haskil. L'Orchestre de chambre de Lausanne, membre de la Maison du peuple, s'y produira. Et des orateurs de haut rang sont accueillis, comme Gandhi en 1931.

VOLONTÉ D'ÉMANCIPATION

«C'est une pépinière de la fraternité humaine pour les uns et un lieu d'échange d'idées subversives pour les autres», relate l'historien. Le Parti socialiste, les syndicats fréquentent les lieux. Mais peu d'ouvriers de la base. Une petite fraction de syndicalistes révolutionnaires conteste cet «organe de collaboration de classe». L'un d'eux, Joseph Karly appelle, en 1908, les travailleurs

à «s'emparer de la Maison du peuple» pour la mettre au service de la classe ouvrière. Ce courant syndical s'est peu développé, explique Olivier Pavillon, en raison notamment de la terrible répression policière et des interdictions professionnelles en cours à la veille de la guerre. Pour la droite, la Maison du peuple est un «nid de révolutionnaires». Le 27 mars 1907, lors de la grève générale qui s'est déroulée dans le canton de Vaud, la troupe occupe la Maison du peuple de Caroline. De nombreux cours généralistes sont organisés. Ils prendront le nom d'Université populaire en 1930. Une école du dimanche pour les enfants et les adolescents est créée en 1920 pour contrer «l'influence néfaste de l'école bourgeoise». Les leçons consacrées au socialisme sont rares. Jules Humbert-Droz y donne des cours de marxisme qui seront interdits en 1935 par le général Guisan.

Dans cette période d'avant-guerre, le climat est tendu. A Genève, le 9 novembre 1932, la troupe tire sur les travailleurs, faisant 13 morts et 65 blessés. Des manifestations spontanées se déroulent dans les rues de Lausanne. Le lendemain, l'Union syndicale appelle à un rassemblement devant la Maison du peuple de Caroline. Les manifestations étant interdites, l'administrateur des lieux ouvre les portes de la grande salle à la foule. *La Gazette de Lausanne* en profitera pour dénoncer l'«utilisation révolutionnaire de la Maison du peuple». Sur le déclin, la Maison du peuple de Caroline est reprise après la guerre par une coopérative de consommation locale. Le terrain est vendu et la Tonhalle démolie en 1954.

LA DEUXIÈME VIE DÉBUTE EN 1916 AVEC LE CERCLE OUVRIER

En parallèle à la Maison du peuple de Caroline, les travailleurs et les socialistes de la ville fondent en 1916 le Cercle ouvrier lausannoise dans le but de créer un mouvement plus fort. De nombreux syndicats en font partie, comme celui du personnel de locomotives, les lithographes, les parqueteurs, les tapissiers ainsi que celui des maçons italiens, la Moraria. Le Parti ouvrier socialiste et le PS italien s'y joignent également. Une première assemblée a lieu au Café du Grütli le 26 juillet. Les statuts sont adoptés un

peu plus tard. Dans le comité, présidé par Charles Wenger, se trouve Victor Mermoud, conducteur de locomotive et leader de la grève générale de 1918. Le Cercle se réunit au Grütli, puis au Grand Pont N° 16.

«Pendant ce temps, la maison de Caroline continue de fonctionner, y compris avec des gens du Cercle ouvrier», souligne Olivier Pavillon. Le Cercle fait face à une escroquerie lorsqu'il tente d'acheter un terrain, du côté de Georgette, et c'est finalement en avril 1925 qu'il s'établit à la rue Pichard. Les typographes avaient acheté l'immeuble du café Helvétique et proposé au Cercle d'en devenir locataire. Des associations affluent, du sport, de la culture, des jeux de cartes, un billard. En 1930, le Cercle compte quelque 2500 membres individuels.

LA TROISIÈME VIE NAÎT EN 1936 À CHAUDERON

A la recherche d'un bâtiment, le Cercle ouvrier acquiert un immeuble à la place Chauderon N° 1, où se trouve le café Occidental. La «Nouvelle Maison

du peuple» s'y installe en 1936. Pour décorer les lieux, le Cercle achète trois portraits: ceux de Marx, Jaurès et Léonine. Cette naissance se déroule dans un contexte difficile, de montée des fascismes, peu avant la Seconde Guerre mondiale. Des discussions passionnées ont cours. Des plaintes sont portées contre le Cercle. Une scission a lieu dans le Parti socialiste, le monde syndical change. En 1937, naît la politique de paix du travail. «Les débats vont disparaître, car la guerre éclate, les tensions sont mises de côté», résume Olivier Pavillon. En 1943 est créé le POP. Sa jeunesse entre dans le comité du Cercle et remplace la jeunesse socialiste qui a complètement disparu.

En 1946, le Cercle ouvrier décide de démolir le bâtiment pour le reconstruire, ce qui se réalisera en 1961. La guerre terminée et la Tonhalle disparue, la «Nouvelle Maison du peuple» reprend le nom de «Maison du peuple» qu'elle porte encore fièrement aujourd'hui. ■

FAIRE RENAÎTRE L'IDÉE DE «PASSER» À LA MAISON DU PEUPLE

«Un lieu au cœur de la vie associative et politique: quels enjeux?» Tel est le thème de la table ronde qui a suivi l'exposé d'Olivier Pavillon. «Nous croyons encore que les gens ont besoin de discuter, de débattre», a introduit Julien Eggenberger, député socialiste et président du Cercle ouvrier lausannoise, indiquant qu'à la suite de la réouverture des salles rénovées, la Maison du peuple tourne à 130% ou 140% de sa capacité. «Nous avons fait le pari de développer quatre nouvelles salles dans l'ancien cinéma Eldorado, il y a des besoins importants d'activités supplémentaires», a-t-il ajouté, annonçant le réaménagement futur de l'immense espace, vidé de tout son mobilier, qui n'a pas encore été rénové. Municipale socialiste, Emilie Moeschler a évoqué le riche tissu associatif de la ville: «Il y a près de 1000 associations à Lausanne, dont 160 qui s'engagent pour l'intégration, contre le racisme, avec un millier de bénévoles. Les demandes de locaux sont importantes, ces derniers jouent un rôle central dans les échanges. Anne Papilloud, syndicaliste et membre du Cercle ouvrier, a vécu à la Maison du peuple, qui abrite aussi de nombreux logements. «Il faut que l'on rétablisse l'idée de «passer» à la Maison du peuple. Maintenant, on y vient pour une assemblée, une réunion. C'est un lieu très fort, un port d'attache. Nous devons retrouver cette possibilité de s'y arrêter.» Une question abordée également par plusieurs interventions venues de la salle, évoquant le rôle de ce lieu pour les saisonniers qui le fréquentaient dans le passé, le bistrot qui permettait d'y retrouver des camarades, des familles qui dinaient là, ensemble, le dimanche. Le projet de l'Eldorado pourrait aller dans cette direction. Il est notamment évoqué la possibilité d'y faire des spectacles, ou de créer des bureaux collectifs, au service du mouvement associatif, avec un ancrage fort dans les syndicats, la migration, mais aussi ouverts à tous, a précisé Anne Papilloud. Et le président de conclure: «Nous souhaitons faire durer cette maison, pour continuer à être au cœur de la vie associative et de la gauche à Lausanne.» ■